

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen

Les principales conclusions du Conseil européen, des 19 et 20 juin derniers, portent, notamment, sur :

♦ **Le Traité de Lisbonne** : Le Conseil a pris acte du résultat négatif du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne. Il s'est rallié à la suggestion de l'Irlande de revenir sur cette question lors de sa réunion du 15 octobre 2008, afin d'examiner la voie à suivre, et il a souligné que, en attendant, il était important de continuer d'obtenir des résultats concrets dans différents domaines présentant un intérêt pour les citoyens.

Le Conseil européen a, également, indiqué que les parlements de 19 États membres avaient ratifié le traité et que le processus de ratification se poursuivait dans d'autres, il a noté que la République tchèque ne pouvait pas achever son processus de ratification tant que la Cour constitutionnelle n'aura pas rendu un avis favorable sur la conformité du traité de Lisbonne avec l'ordre constitutionnel tchèque.

Il est donc à peu près certain que le traité de Lisbonne n'entrera pas en vigueur au 1er janvier 2009, ni avant les élections au Parlement européen qui auront lieu entre le 4 et le 7 juin 2009 dans toute l'Union.

♦ **L'impact du prix élevé du pétrole et des denrées alimentaires** : Le Conseil en déduit, en particulier, qu'il est nécessaire d'adopter rapidement le paquet climat/énergie, d'encourager la concurrence sur les marchés de l'énergie (sur ces deux points, voir également ci-dessous).

Energie

♦ **Marché intérieur du gaz et de l'électricité** : Nul doute que les discussions à venir entre le Conseil et le Parlement européen sur le troisième paquet législatif sur l'énergie, déposé le 19 septembre dernier, seront difficiles.

Le Conseil énergie a dégagé, le 6 juin dernier, une orientation générale sur le troisième "paquet" législatif relatif au marché du gaz et de l'électricité, déposé en septembre 2007. Sur la question délicate de la séparation patrimoniale des activités de production et de transport, le Conseil a retenu le compromis élaboré par la présidence slovène qui prévoit que les États membres souhaitant maintenir la propriété du réseau de transport du gaz et de l'électricité au sein des entreprises verticalement intégrées au moment de l'entrée en vigueur de la directive pourront le faire à condition que le réseau de transport soit géré par un gestionnaire indépendant (option ITO) et que certaines conditions soient remplies pour assurer l'indépendance réelle du gestionnaire par rapport à la maison mère, l'absence de conflit d'intérêt, l'accès équitable et non discriminatoire au réseau ainsi qu'aux aides et financements. La Commission devrait faire rapport sur les conditions de mise en œuvre de l'option ITO deux ans après l'entrée en vigueur de la directive et faire des propositions le cas échéant.

De son côté, le Parlement européen n'a pas tenu compte de ce compromis et a adopté, le 18 juin, en première lecture et à une forte majorité (449 voix pour, 204 contre, 19 abstentions), le rapport de Eluned Morgan (PSE, Royaume-Uni) demandant la séparation patrimoniale des activités des entreprises verticalement intégrées dans le secteur de l'électricité. Le rapport prévoit, simultanément, .../...

European Council

The main conclusions from the European Council held on the 19th and 20th June concern, in particular:

♦ **The Treaty of Lisbon**: The Council took note of the negative result of the Irish referendum on the Treaty of Lisbon. It agreed with the Irish suggestion about coming back to this issue during its meeting on 15th October 2008, to discuss the way forward and, it further stressed that, in the meantime, it was crucial to continue working for concrete results in various areas of interest to citizens.

The European Council also mentioned that the parliaments of 19 Member States had ratified the treaty and that the ratification process was continuing in others, it noted that the Czech Republic could not complete its ratification process as long as its Constitutional Court does not issue a favourable decision as regards the compliance of the Treaty of Lisbon with the Czech constitutional order.

It is therefore almost certain that the Treaty of Lisbon will not come into force on the 1st of January 2009, nor before the European Parliament elections which will take place between the 4th and the 7th June 2009, throughout the Union.

♦ **The impact of high prices of oil and food stuffs**: The Council concludes by observing, in particular, that it is necessary to quickly adopt the climate/energy package, in order to encourage competition in energy markets (on these two points, see also below).

Energy

♦ **Gas and electricity internal market**: There is no doubt that the forthcoming discussions between the Council and the European Parliament on the third legislative package on energy, filed on 19th September last year, will be difficult.

On 6th June this year, the Energy Council reached a general orientation agreement on the third legislative package concerning gas and electricity markets, that was filed in September 2007. On the sensitive issue of the separation of ownership of production and transportation activities, the Council accepted the compromise worked out by the Slovenian presidency, which provides that Member States wishing to maintain ownership of the transport network for gas and electricity within companies that were vertically integrated at the time of the coming into force of the directive, can do so provided that the transportation network is operated by an independent operator (ITO option) and that certain conditions are met to ensure real independence of an operator with regard to the parent company, the absence of conflict of interests, fair and non-discriminatory access to the grid as well as to aid and funding. The Commission should review the implementation conditions of the ITO option two years after the entry into force of the directive and make proposals as appropriate.

For its part, the Parliament failed to take account of this compromise and adopted, on 18th June, in the first reading and with a strong majority (449 votes in favour, 204 against, 19 abstentions), the report by Eluned Morgan (PSE, United Kingdom) calling for the separation of ownership in activities of vertically integrated companies in the electricity sector. The report provides for, simultaneously, .../...

un renforcement des droits et des mécanismes de protection des consommateurs grâce, en particulier, à un renforcement des pouvoirs des régulateurs nationaux : droit de résilier un contrat avec le fournisseur sans frais ; droit à dédommagement en cas de qualité de service insatisfaisant ; accès à l'information ; droit de changer de fournisseur dans un délai de deux semaines ; droit d'être informé de sa consommation réelle et de son coût au minimum tous les trois mois ; accès à des compteurs intelligents dans les dix ans suivant l'entrée en vigueur de la directive ; libre choix du fournisseur même hors de son Etat de domicile ; protection face aux abus du marché ; mesures appropriées pour réduire la pauvreté énergétique des personnes.

Sur la question de la régulation, le Parlement a approuvé à une majorité écrasante (580 voix pour, 40 contre, 48 abstentions) le rapport de Giles Chichester (PPE-DE, Royaume-Uni) en faveur d'une agence de coopération des régulateurs de l'énergie dotée de pouvoirs réglementaires forts sur les questions transfrontières et la mise en place d'un réseau européen de gestionnaires de réseaux de transport d'électricité afin de renforcer la coopération entre ceux-ci et harmoniser les règles de marché aussi bien que techniques

Le Parlement se prononcera sur les propositions législatives relatives au gaz le 8 juillet prochain (voir aussi bulletins 224 et 238). Il estime, par ailleurs que la Commission devrait faire rapport sur la mise en oeuvre de la directive postale tous les quatre ans (et non trois) et suggère que la Commission publie "avant le 31 décembre 2008, des orientations sur l'application au secteur postal des règles de concurrence et de réglementation des aides d'Etat" (voir également bulletin 211).

Les membres de la commission parlementaire peuvent déposer des amendements jusqu'au 27 avril et le vote de la commission est prévu en juin. Le Parlement pourrait se prononcer en session plénière en juillet prochain. La proposition de directive est, par ailleurs, inscrite à l'ordre du jour de la réunion des ministres européens des télécommunications de juin.

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/pr/655/655408/655408fr.pdf

♦ **Aides d'État** : A la suite d'une enquête approfondie, la Commission a demandé à la Hongrie de mettre un terme, avant fin 2008, aux contrats à long terme d'achat d'électricité passés avec les producteurs et de récupérer les aides qui leur ont été attribuées depuis mai 2004, date de l'entrée de la Hongrie dans l'UE. Ces contrats, en ce qu'ils prévoient l'achat de quantités d'électricité et des prix garantis, sont incompatibles avec la législation européenne sur les aides d'État. La Commission indique que la suppression de contrats de ce type a permis de faire baisser le prix de l'électricité en Pologne.

♦ **Entreprise commune** : Les entreprises EEX (allemande) et Powernext (française) ont décidé de créer une entreprise commune européenne qui, à partir du 30 septembre 2008, intégrera leurs activités boursières en matière d'énergie (marchés spot de gros). L'objectif est d'établir un prix commun et de réduire les problèmes de congestion aux frontières entre l'Allemagne, le Bénélux et la France. A terme, ce marché couvrira l'ouest de l'Europe, de la Finlande à l'Espagne, soit plus d'un tiers de la consommation européenne d'électricité.

Climat/Agora citoyenne

Le Parlement européen a invité les représentants de la société civile à venir débattre, les 12 et 13 juin derniers, de la lutte contre le changement climatique. Les participants (environ 500) se sont partagés en cinq ateliers de travail : ressources, techniques, solidarités, économies, gouvernances. Les travaux se sont conclus par des appels demandant des objectifs européens ambitieux, des décisions rapides, le maintien du rôle de leader de l'Europe. Plus d'informations sur :

http://www.europarl.europa.eu/news/public/story_page/064-31018-161-06-24-911-20080605STO30952-2008-09-06-2008/default_fr.htm?bcsi_scan_9476AC00F020A4F4=C7Rs_q52qS8SmC9Yvpjz30A0AAABu+YU&bcsi_scan_filename=default_fr.htm

the reinforcement of the rights and mechanisms for consumer protection thanks, largely, to the strengthening of the powers of national regulators: the right to terminate a contract with the supplier without extra charges; the right to compensation in case of unsatisfactory quality service, access to information, the right to switch suppliers within a period of two weeks; the right to be informed of one's actual consumption and cost, at least every three months; access to smart meters within ten years of the entry into force of the Directive; free choice of supplier even from outside one's country of residence; protection against market abuse; appropriate measures to reduce individual's energy poverty .

On the question of the regulation, the Parliament approved by an overwhelming majority (580 votes in favour, 40 against, 48 abstentions) the report by Giles Chichester (EPP-ED, UK) in favour of an Agency for the Cooperation of Energy Regulators with enhanced regulatory powers on cross-border issues and the establishment of a European network of managers of electricity transmission system in order to strengthen cooperation between them and harmonise market rules as well as techniques.

The Parliament will vote on the legislative proposals for gas on the 8th July this year (see also bulletins 224 and 238). It further considers that the Commission should review the implementation of the Postal Directive every four years (instead of three) and suggests that the Commission publishes, "before the 31st of December, 2008, guidelines on implementing competition rules and regulations on state aid in the postal sector " (see also bulletin 211).

Members of the parliamentary committee were invited to continue submitting their amendment proposals up until the 27th April whereupon and the Commission's vote was scheduled for June. Parliament could vote during the plenary session this July. Further, the directive proposal is also included in the agenda of the meeting of EU telecommunications ministers in June.

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/pr/655/655408/655408en.pdf

♦ **State aid**: Following a thorough investigation, the Commission has asked Hungary to put an end, before the end of 2008, to the long-term contracts for the purchase of electricity which were agreed upon with producers, and ensure that it recovers the totality of aid it had granted to them since May 2004, the date at which Hungary joined the EU. These contracts, in so far as they provide for the purchase of large quantities of electricity and the guarantee of prices, are incompatible with the European the legislation on state aid. The Commission pointed out that the abolition of such type of contracts has led to the reduction of the price of electricity in Poland.

♦ **Joint undertaking**: Two companies, EEX (German) and Powernext (French) have decided to set up a European joint venture, from 30th September 2008, to incorporate their stock market activities in energy (wholesale spot markets). The aim is to establish a common price and reduce congestion at the borders between Germany, the Benelux and France. Ultimately, this market will cover the west part of Europe, from Finland to Spain, which represents more than one third of European consumption of electricity.

Climate/ citizen's Agora

The European Parliament called on representatives of the civil society to take part in a debate on the fight against climate change, on 12th and 13th June. The participants (approximately 500) were divided into five workshops: resources, technical, solidarity, economics, and governance. The exchanges led to calls seeking ambitious European objectives, quick decisions, and maintaining Europe's leading role. Further information is available at:

http://www.europarl.europa.eu/news/public/story_page/064-31018-161-06-24-911-20080605STO30952-2008-09-06-2008/default_en.htm?bcsi_scan_9476AC00F020A4F4=C7Rs_q52qS8SmC9Yvpjz30A0AAABu+YU&bcsi_scan_filename=default_en.htm.../...

Transports

♦ **Infrastructures ferroviaire** : Dans ses conclusions, le Conseil transport du 13 juin dernier, reconnaît que l'augmentation attendue du trafic va rendre nécessaire la création de nouvelles infrastructures ferroviaires, que la suppression des goulets d'étranglement existants, ainsi que l'optimisation de l'utilisation et l'entretien des infrastructures ferroviaires existantes, sont indispensables au développement du transport ferroviaire, que les infrastructures ferroviaires, qui exigent beaucoup de capitaux, sont en grande partie financées par les Etats membres et qu'un déséquilibre croissant s'installe entre les régions d'Europe.

Après avoir rappelé que les contrats pluriannuels, tels que proposés dans la communication de février 2007 (voir bulletin 232), ne sont pas obligatoires, contrairement à ce que souhaite la Commission, et que c'est aux Etats membres de choisir entre ce type de contrats ou toute autre mesure réglementaire appropriée, le Conseil invite, notamment i/ les Etats membres, compte tenu de leur situation particulière, à envisager des accords avec les gestionnaires d'infrastructures afin, en particulier : d'augmenter les aides accordées aux gestionnaires d'infrastructures pour réduire le coût de la fourniture d'infrastructure et, de ce fait, réduire les redevances d'utilisation, de récompenser les gestionnaires d'infrastructures qui obtiendront de meilleurs résultats que prévu ii/ les gestionnaires d'infrastructures à redoubler d'efforts afin de fournir une infrastructure de qualité qui réponde aux exigences de leurs clients iii/ la Commission à contrôler les progrès réalisés.

http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pres_sData/fr/trans/101141.pdf

♦ **Transport maritime** : Le Conseil transport du 6 juin dernier a adopté six positions communes sur les cinq des propositions législatives du troisième "paquet" sur la sécurité maritime : la directive sur le système de suivi des navires, la directive sur les normes communes pour les enquêtes et les investigations, la directive sur le contrôle de l'Etat du port, le règlement sur la responsabilité des transporteurs, la directive sur les organismes de surveillance et de contrôle des navires, cette dernière étant scindée en deux actes distincts, une directive sur les relations entre les Etats membres et ces organismes et un règlement sur l'agrément au niveau communautaire. Rappelons que le Conseil d'avril dernier n'avait pu aboutir à un accord sur deux autres directives du paquet législatif, celle relative aux obligations de l'Etat du pavillon et celle sur la responsabilité civile et les garanties financières des propriétaires de navires.

Le Parlement européen, partisan d'une approche contraignante, examinera le paquet législatif en deuxième lecture en septembre prochain. Voir également bulletins 186 et 237.

Télécommunications

Dans l'attente de l'avis, en première lecture du Parlement européen, prévu en septembre prochain, le Conseil télécommunications du 12 juin dernier s'est livré à un échange de vues public sur le "paquet" législatif relatif aux télécommunications présenté en novembre 2007 par la Commission européenne (voir bulletin 227). Les Etats membres se sont déclarés favorables à l'adaptation du cadre réglementaire des communications électroniques aux évolutions du secteur. En revanche, ils sont opposés à la création d'une autorité européenne du marché des communications électroniques qui remplacerait l'agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) et le groupe des régulateurs européens, ainsi qu'à un droit de veto de la Commission pour bloquer des décisions des autorités réglementaires nationales ; ils tiennent à ce que la gestion du spectre radio électrique demeure une compétence nationale ; ils sont divisés sur la séparation fonctionnelle des infrastructures.

Transports

♦ **Railway infrastructure**: In its conclusions, the transport Council meeting of 13th June 2008, acknowledged the following facts; that the expected increase in traffic will necessitate the creation of new railway infrastructures, that removing the existing bottlenecks, and optimizing the use and maintenance of existing rail infrastructure, are essential for the development of rail transport, that the railway infrastructures, which require large capital are largely financed by Member States and a growing imbalance is taking root between different parts of Europe.

After recalling that the multi-year contracts, as has been proposed in a communication dated February 2007 (see Bulletin 232), are not mandatory, contrary to what the Commission had wished, and that it is up to the Member States to choose between this type of contracts and any other appropriate regulatory action they would deem appropriate, the Council calls, in particular, on, i / Member States, given their specific situation, to consider agreements with infrastructure operators in order to, in particular: increase aid to granted to operators of infrastructures so as to reduce the cost of providing infrastructures and, thereby, reduce usage charges and, reward operators of infrastructures who will yield better results than expected ii / infrastructure operators to redouble efforts in providing high-quality infrastructures that meet the requirements of their customers iii / the Commission to monitor progress.

http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pres_sData/en/trans/101141.pdf

♦ **Maritime Transport**: The transport Council in its meeting of 6th June 2008, adopted six joint provisions on the five legislative proposals for the third package on maritime safety: the directive on vessel monitoring system, the directive on common standards to conduct surveys and investigations, the directive on the State control of the port, the regulation on the liability carriers, the directive concerning agencies responsible for the overseeing and control of vessels, the latter provisions being divided into two distinct parts, a directive on relations between Member States and these agencies and a regulation on the agreement at the community level. It will be recalled that the last April's Council was unable to reach agreement on two other directives of the legislative package, one on the obligations of the ship flag state and one on civil liability and financial guarantees of shipowners.

The European Parliament, a proponent of a binding approach, will examine the legislative package in second reading in September 2008. See also bulletins 186 and 237.

Telecommunications

Pending the outcome of the first reading at the European Parliament, scheduled for this September, the Telecommunications Council, on 12th June 2008 conducted a public exchange of views on the legislative package on telecommunications presented in November 2007 by the European Commission (see Bulletin 227). Member States expressed support for the adoption of the regulatory framework for electronic communications developments in the sector. However, they opposed the creation of a European electronic communications market authority to replace the European Network and Information Security Agency (ENISA) and the European body of regulators as well as to the right of veto to be held by the Commission to block the decisions of national regulatory authorities; and they insist that the management of radio electric spectrum remains under the national competence, they are divided on the operational separation of infrastructures.

Social

♦ **Temps de travail et travail intérimaire** : Le Conseil emploi, le 10 juin dernier, s'est rallié, à la majorité qualifiée, au compromis préparé par la présidence slovène sur les propositions de directives relatives au temps de travail et au travail intérimaire pendantes depuis septembre 2004.

Le compromis sur le temps de travail retient, notamment, que : le temps de garde est partagé entre "garde active" qui est compté comme du temps de travail et "garde inactive" qui n'a pas à être compté comme du temps de travail, sauf dispositions législatives ou accords nationaux particuliers, le temps de repos étant déterminé de manière raisonnable au niveau national ; la norme en matière de durée maximale hebdomadaire de travail est maintenue à 48 heures ; la clause *opt out* qui permet à un travailleur de pouvoir renoncer à cette durée et de choisir de travailler jusqu'à 60 heures est dérogatoire, mais elle est maintenue, sauf accords sociaux nationaux contraires et sous certaines conditions de protection des droits : pas d'accord *opt out* signé le premier mois de travail, sauf si le contrat de travail est inférieur à 10 semaines. Le compromis sur le travail intérimaire prévoit que, notamment : l'intérimaire bénéficie de l'égalité de traitement avec l'employé permanent (salaire, congés) dès le premier jour de travail, sauf accords nationaux particuliers ; il a les mêmes droits en termes d'information sur les opportunités d'emploi permanent dans l'entreprise, de services sociaux (cantine, crèche, transports), de formation. Les textes doivent retourner en deuxième lecture devant le Parlement européen qui s'est prononcé, le 11 mai 2005, sur la suppression de la clause *opt out* trois ans après l'entrée en vigueur de la directive. (Bulletins 206,175/176, 173, 159).

♦ **Pauvreté** : Le "Rapport sur la situation sociale 2007 – La cohésion sociale grâce à l'égalité des chances", présenté par la Commission européenne le 22 mai dernier, fait ressortir notamment, que : dans l'UE les revenus se répartissent plus uniformément qu'aux Etats-Unis, sauf au Portugal, en Lettonie et Lituanie ; il n'y a pas de corrélation entre l'égalité de revenus et les performances économiques, mais plus d'égalité des chances est de nature à mieux stimuler la croissance ; il y a un lien entre le niveau d'éducation des parents et celui des enfants ; les enfants dont les parents sont nés dans un pays extérieur à l'UE ont deux fois plus de chance de grandir dans la précarité ; en 2004, 100 millions d'Européens (22% de la population) vivaient avec 22 euros par jour et 23,5 millions avec moins de 10 euros. Les revenus les plus bas se concentrent dans les nouveaux Etats membres, mais près de la moitié des personnes dont les revenus sont inférieurs à 60% du PIB moyen (22 euros/jour) vivent dans l'UE à 15. Plus d'informations sur

http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=M_EMO/08/326&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr

Transparence

La Commission européenne a adopté, le 28 mai dernier, un "cadre régissant les relations avec les représentants d'intérêts (registre et code de conduite" (COM(2008)323 final) de sept règles que les représentants d'intérêts qui souhaiteront s'inscrire sur le registre, facultatif, des lobbyistes devront respecter. Le document donne une définition des représentations d'intérêts, en sont exclus les avis juridiques et autres conseils professionnels, les activités des partenaires sociaux en tant qu'acteur du dialogue social, les activités répondant à la demande directe de la Commission. Le registre a été ouvert le 23 juin dernier. Texte sur <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0323:FIN:FR:PDF>

Dans le bulletin 235 on trouvera des informations sur les interrogations que soulèvent les 1200 groupes d'experts qui entourent la Commission, et dans le bulletin 238 des informations sur la position du Parlement européen.

Social

♦ **Working time and temporary agency work**: On 10th June 2008 the employment Council approved, by a qualified majority, the compromise prepared by the Slovenian presidency on directive proposals concerning working time and temporary agency work, pending since September 2004.

The compromise on working time includes, in particular, that; on-call time is divided between "active on-call" which is regarded as working time and "inactive on-call" which does not have to be counted as working time except for specific national legislative or agreement provisions, rest time being determined in an appropriate way at the national level, the standard maximum weekly working time is maintained at 48 hours; the opt-out clause which allows a worker to forego this working time limit and choose to work up to 60 hours is dispensatory, but it is maintained, except under national social agreements to the contrary and under certain conditions for the protection of rights: no opt out agreement is to be signed on the first month of work, unless the employment contract is of less than 10 weeks. The compromise on the temporary work provides for, in particular; that the temporary worker enjoys equal treatment to that of the permanent employee (salary, leave) from the first day of work, except under specific national agreements; the worker has the same rights in terms information on permanent job opportunities in the company, social services (canteen, nursery, transport) and training. The text will have to go back for a second reading before the European Parliament which had decided, on 11th May 2005, the abolition of the opt out clause three years after the entry into force of the directive. (206175/176 Bulletins, 173, 159).

♦ **Poverty**: The "Social Situation Report, 2007 - The social cohesion through equal opportunities" presented by the European Commission on 22nd May 2008, highlighted, in particular, that: in the EU revenues are distributed more evenly than in the USA, except in Portugal, Latvia and Lithuania; there is no correlation between income equality and economic performance, but a higher level of equal opportunities is likely to stimulate growth better; there is a link between the education level of parents and that of children, children whose parents were born outside the EU are twice more likely to grow into precarious situation; in 2004, 100 million Europeans (22% of the population) were living with 22 euros per day and 23.5 million with less than 10 euros. The lowest incomes are concentrated in the new Member States, but almost half of those whose income is below 60% of the average GDP (22 euros / day) live in the EU of 15 Members. Further information at

http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=M_EMO/08/326&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en

Transparency

The European Commission adopted on 28th May 2008, a "framework governing relations with interests representatives (register and code of conduct) (COM (2008) 323 final) comprising seven rules that representatives of interests that would wish to be included in the register of lobbyists, which is optional, will have to comply with. The document gives a definition of the representations of interest, which excludes legal opinions and other professional counselling, the activities of social partners involving social dialogue, activities that meet the Commission's direct request. The register was opened on June 23. Text available at: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0323:FIN:EN:PDF>

In bulletin 235 there is information on questions raised by the 1200 group of experts that work with the Commission, and in bulletin 238 information on the position of the European Parliament.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.